

L'imposture du plein emploi des autres pays

Olivier Passet, *Xerfi*, 26 avril 2016



cliquer sur l'image pour voir la vidéo

Le plein emploi reste le graal que poursuit toute économie, bien plus que la croissance encore. Si l'Allemagne fait figure aujourd'hui de référence, c'est beaucoup moins pour son taux de croissance, qui finalement diffère assez peu de celui de la France que pour son taux de chômage ou d'emploi.

Ce graal n'en reste pas moins une notion dure à saisir et à objectiver. Si l'on prend tous ces pays que nous envions parce qu'ils réussissent cette double prouesse d'un taux d'emploi élevé et d'un taux de chômage structurellement faible, tout donne l'impression qu'ils ont su créer au mieux un purgatoire plutôt qu'un paradis du plein emploi. J'entends par cela que ce qui diffère aujourd'hui une économie au plein emploi d'une économie qui ne l'est pas c'est sa capacité à engendrer des petits jobs, souvent partiellement solvabilisés par la puissance publique, en lieu et place du chômage, au sens statistique du terme.

Prenons d'abord l'exemple de l'économie américaine : elle se rapproche aujourd'hui officiellement du plein emploi... avec 5 % de chômeurs. Il n'empêche que ces 5 % sont atteints aujourd'hui avec un taux d'emploi (autrement dit l'emploi rapporté à la population en âge de travailler) inférieure de 4,5 points aux niveaux qui prévalaient au tournant des années 90-2000. C'est considérable. Cela représente l'équivalent de 8 à 9 millions de personnes. Or, ces millions d'emplois, notamment parmi les 15-30 ans, se sont évaporés, sans cataclysme sur la production. Cela en dit long sur la contribution véritable à la production de richesses de ces fameux emplois américains, qui n'étaient en fait qu'une couche de petits jobs d'appoint, notamment parmi plus jeunes ou de survie pour les minorités. Des jeunes qui trouvent aujourd'hui d'autres solutions pour se procurer des ressources à travers les multiples solutions qu'offre l'économie collaborative.

Prenons maintenant l'exemple des sept économies européennes qui font aujourd'hui nettement mieux que nous en termes de chômage et de taux d'emploi : l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, la Finlande et le Royaume-Uni. Quelles sont leurs principales différences avec la France ? Un taux d'emploi des juniors considérablement plus élevé. Mais cessons d'idéaliser ces chiffres en faisant de ceux-ci la preuve d'une insertion des jeunes, à leur sortie d'étude à ce point mieux réussie qu'en France. Cessons de surcharger la fameuse barrière du SMIC. Et regardons la réalité. La réalité, c'est une insertion massive des jeunes sur des emplois à temps partiel, qui ne sont rien d'autres que des petits jobs alimentaires. Le taux d'emploi à temps plein français n'est pas à ce point dans les choux. C'est ensuite, pour l'Allemagne, l'Autriche, et dans une moindre mesure le Royaume-Uni, des

institutions qui diffèrent en matière d'apprentissage, avec un emploi cofinancé par le public et le privé donc. Alors qu'en France, beaucoup de stages de courte durée ne sont pas ou peu comptés en emploi.

La seconde grosse différence, c'est aussi la modalité d'insertion des femmes. Avec à nouveau un recours au temps partiel, notamment aux Pays-Bas, en Autriche, en Allemagne, au Royaume-Uni, qui confèrent à l'homme le rôle pivot de soutien de famille, quand beaucoup de femmes en couples se cantonnent à fournir un revenu d'appoint. Le plein emploi des autres c'est aussi cela. Il comporte une dimension culturelle forte et ne relève pas que d'une équation économique.

La troisième grosse différence, ce sont des temps partiels en moyenne plus courts que chez nous.

Cela pour dire que le plein emploi est certes statistiquement atteignable. Mais il faut le démythifier. Et prendre conscience que concrètement c'est beaucoup d'emploi pour peu de chiffre d'affaire et de base fiscale supplémentaire. C'est de l'insertion partielle, notamment pour les femmes. C'est beaucoup de cofinancement public pour certaines économies socialisées et beaucoup d'emploi qualifiés pour les financer. Ou ce sont, dans les pays plus libéraux, des jobs du soir, du dimanche pour des jeunes confrontés à des études coûteuses, dans des services tournant 7j/7j (les restaurants, les commerces, les hôtels, ou l'action sociale). C'est une multitude d'emplois dans le soutien scolaire, dans des systèmes où il faut payer pour se démarquer. Ce n'est pas juste cette chose que l'on obtient mécaniquement et sans autres conditions par la baisse du SMIC comme le voudraient certains économistes dans leur version aseptisée de laboratoire.